Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Les-FARC-nient-leur-responsabilite-dans-l-attentat-du-club-Nogal-et-reiterent-leur-offre-d-echange-des-prisonniers-US>

**Les FARC nient leur
responsabilité dans l'attentat
du club Nogal et réitèrent leur
offre d'échange des
prisonniers US**

Date de mise en ligne : dimanche 16 mars 2003

- Les Cousins - Colombie -

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Le FARC nie sa responsabilité dans l'attentat du club Nogal

COMMUNIQUÉ DES FARC-EP

Les Forces Armées Révolutionnaires de la Colombie Armée du Peuple, FARC-EP, informent :

- 1.** Que le Secrétariat de l'État Central des FARC-EP, après faire un recherche patiente, rigoureuse et sérieuse à l'intérieur de toutes ses structures politico- militaires au niveau des principaux états, fronts, colonnes, compagnies, guérillas, forces spéciales et structures urbaines, conclut : qui n'existe pas responsabilité d'unités de son organisation dans les faits arrivés dans le Club Nogal de Bogota, le vendredi 7 février de cette année.
- 2.** Notre perception révolutionnaire nous permet d'affirmer, que les auteurs des faits du Nogal sont les mêmes "collar bomb", les mêmes qui ont effacé la vie des magistrats de la Coupe Suprême de Justice en 1985, ceux qui ont sacrifié, sans qu'il leur importe qu'il était de là même classe et fidèle représentant de leurs intérêts le docteur Álvaro Gómez Hurtado, les mêmes qui ont tué Luis Carlos Galan Sarment, supposant qu'il représentait, de forme, non de contenu, une nouvelle option ; ceux qui tout comme les négociants du décès ont fabriqué une chaîne de douleur et de frustration, échelonnée avec par les assassinats des candidats présidentiels Jaime Brun Loyal, Carlos Pizarro Leongómez et Bernardo Jaramillo ; ces derniers qui ont par le plomb exterminés l'Union Patriotique et les chefs renommés du Parti Communiste, tout comme des centaines dirigeants syndicaux, campagnards, indigènes, intellectuels, étudiants, des journalistes, humoristes, des avocats.
- 3.** Le terrorisme d'État avec El Nogal cherchait seulement déclanché à l'intérieur du pays une hystérie contre guérilla, qui rend propice l'approbation du Statut Anti - terroriste par le Congrès, et dans le domaine International, nettoyer l'image et récolter de la solidarité avec le Gouvernement paramilitaire d'Uribe Vélez, en compromettant quelques pays dans une croisade contre le FARC, sous le prétexte que c'est une organisation terroriste. Certains gouvernements ne sont pas tombés heureusement dans le piège, en abritant l'espoir sain et solidaire avec le peuple colombien, de pouvoir contribuer davantage, le plus vite possible, à la solution politique négociée du conflit social et armé que depuis des décennies nous vivons. Ni les résolutions de l'ONU, les Pays Non Alignés, ni de l'OEA indiquent directement les FARC-EP comme organisation terroriste.
- 4.** Est très suspecte la promptitude avec laquelle les représentants de l'État et du gouvernement colombien, se sont manifestés, sur exigence du Département d'État américain, pour indiquer les FARC comme les auteurs de ce qui était arrivé dans El Nogal, en liant inclusivement à l'ETA basque et à la l'IRA irlandaise, en créant de cette façon un malintentionné et distrayant rideau de fumée, pour protéger les véritables responsables.
- 5.** Nous ratifions une des conclusions de la Huitième Conférence Nationale Partisane effectuée en 1993 : "Nous voulons manifester avec clarté notre condamnation du terrorisme, indépendamment de l'origine qu'il a. Les actions violentes qui ont pour but d'intimider à la population civile ou de supplanter le peuple avec des actions individuelles qu'il doit développer, peuvent juste générer l'incertitude et le rejet populaire. Notre politique est juste parce que nous sommes les interprètes d'un pays intimidé par le terrorisme d'un État, qui depuis 45 années tourmente la population".

Secrétariat de l'État Mayor Central des FARC-EP. Montagnes de la Colombie, mars 9 de 2003.

Le Farc réitère son offre d'échange

COMMUNIQUÉ DES FARC-EP

Les FORCES ARMÉES RÉVOLUTIONNAIRES de la COLOMBIE - ARMÉE du PEUPLE, FARC-EP, expliquent aux Communautés nationale et internationale :

1. Que le Secrétariat de l'État Central des FARC-EP, dans son communiqué en date du 21 février, de cette année, dit textuellement dans le point "4. La vie et l'intégrité physique des trois fonctionnaires étrangers dans notre pouvoir, nous pourrions la garantir seulement si l'armée colombienne suspend de manière immédiate les opérations militaires, tout comme les vols, dans le secteur compris entre Santana de Hermosas, San Antonio de Atena , San Pacho, San Guillermo, Ano Nuevo, Esperanza, El Par y Norcasia."

2. Également, le Secrétariat dans son communiqué en date du 24 février de cette année, après avoir exposé de manière détaillée les raisons politiques qu'a son Organisation pour inclure dans le listing des échanges de colombiens les trois militaires américains, dans le dernier paragraphe exprime :
"Que les trois prisonniers de guerre étrangers qui sont au pouvoir de notre Organisation, seront libérés avec les prisonniers de guerre de l'État colombien, une fois que l'échange dans une vaste zone démilitarisée se matérialisera, entre le Gouvernement d'Uribe Vélez et les FARC-EP. Pour la signature de l'accord et la libération de la totalité des prisonniers de guerre par les parties, on pourra convenir de l'accompagnement de représentants autorisés de quelques gouvernements et de personnalités."

3. Aujourd'hui, dans ce nouveau communiqué nous voulons réaffirmer les exigences précédentes au Gouvernement de la Colombie, pour pouvoir garantir la vie et l'intégrité physique des trois Fonctionnaires américains.

Ainsi, comme faire absolument la lumière devant la Communauté nationale et internationale sur le fait que les FARC-EP à aucun moment ne sollicitent de négocier un échange de prisonniers avec le Gouvernement des Etats-Unis.

En outre les FARC-EP, n'ont pas de personnes membres de leur Organisation partisane, privées de liberté, dans des prisons de l'Amérique du Nord. Aussi, les causes et les conséquences du conflit interne de notre Patrie, seront résolues entre colombiens.

Secrétariat de l'État Mayor Central des FARC-EP. Montagnes de la Colombie, mars 2 de de 2003